

Compte rendu du Conseil Municipal du 12 juillet 2016 à 18h30 réuni sous la présidence de Monsieur Eric PENSO, Maire

Etaient Présents : Eric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD - Gilles CHRETIEN - Séverine TEILHARD-RIOLA - Thierry NOEL – Servane BESSOLES - Yves FANJAUD - Monique BARON - Gilles DUTAU – Gabrielle CROUZIL — Brigitte MIAS - Christine DAVY - Marjolaine AVENTURIER – Guillaume BUREL - Julien BASCOUL — Anne VINCENT-FAGOT - Vincent MEYNIER - Guy FILLET – Bernard DUVIC — Philippe FOULON - Marie-Noëlle SIBIEUDE.

Etaient Représentés : Guy MARTRE représenté par Bernadette BRISARD
Simon UGUEN représenté par France GABORIT
Vanessa DEDIEU représentée par Thierry VINDOLET
Michel CHASTAING représenté par Philippe FOULON
Faouzia DAHMANE représentée par Bernard DUVIC

Etaient Absents : Cécile PAGES

Nombre de conseillers :

- En exercice : 29
- Présents : 23
- 24 à partir de l'affaire 03
- 23 à partir de l'affaire 06
- 22 à partir de l'affaire 08
- Votants : 28

00 - AFFAIRES GENERALES - Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 2 juin 2016

Le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 2 juin est adopté à l'unanimité.

01 – AFFAIRES GENERALES - Agenda d'Accessibilité Programmée

Madame CROUZIL, conseillère municipale indique au Conseil Municipal que la commune a transmis à la DDTM une demande d'agenda d'accessibilité programmée rendue obligatoire par l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 et concernant la mise en accessibilité de 12 ERP de catégorie 5, 4 ERP de catégorie 4 pour une durée de 9 ans.

Cette demande a fait l'objet d'un rejet de la part des services préfectoraux eu égard aux délais sollicités.

Elle propose donc au Conseil Municipal de formuler une nouvelle demande conformément à la programmation ci-jointe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité (4 abstentions) et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

02 – AFFAIRES GENERALES - Mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale : Fusion du SIVOM des 3 RIVIERES et du SIVOM BERANGE CADOULE et SALAISON.

Monsieur DUTAU, conseiller délégué au SIVOM des trois Rivières indique au Conseil Municipal que l'article L 5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), introduit par la Loi de réformes des Collectivités Territoriales du 16 décembre 2010 et modifié par la Loi du 7 août 2015, a prescrit l'élaboration dans chaque département, d'un Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) prévoyant, notamment, par une couverture intégrale du territoire par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, des modalités de rationalisation des périmètres de groupements et la réduction du nombre de syndicats.

Le Préfet de l'Hérault a présenté le projet de schéma à la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI) le 14 mars 2016 et par arrêté préfectoral numéro 2016-1-244 en date du 25 mars 2016, le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) a été adopté.

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la Loi NOTRe, s'ouvre à présent la phase de mise en œuvre de ce Schéma, qui débute par la consultation des Communes et des EPCI concernés.

Dans ce cadre, un arrêté préfectoral n° 2016-I-524 du 23 mai 2016 portant projet de fusion du SIVOM des trois rivières et du SIVOM BERANGE, CADOULE et SALAISON a été notifié aux communes incluses dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Dans cet arrêté, Monsieur le Préfet demande aux communes de se prononcer sur le périmètre de ce nouveau syndicat, sur la localisation de son siège, sur sa dénomination, sur sa durée et enfin sur les modalités la représentation des communes au sein de cette nouvelle structure intercommunale.

A compter de la notification de cet arrêté les communes disposent d'un délai de 75 jours pour se prononcer sur ces différents points, à défaut de délibération dans ce délai, leur décision sera réputée favorable.

En conséquence, il propose aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur :

- **Le périmètre issu du projet de fusion des deux syndicats précités** : Etant composé des seize communes suivantes : BAILLARGUES, BEAULIEU, CASTRIES, CLAPIERS, JACOU, LE CRES, MONTAUD, PRADES-LE-LEZ, RESTINCLIERES, SAINT- BRES, SAINT-DREZERY, SAINT-GENIES-DES-MOURGUES, SAINT-JEAN-DE-CORNIES, SUSSARGUES, TEYRAN, VENDARGUES, il propose au conseil municipal de retenir le périmètre de ces seize communes.

- **Le siège** : Comme cela est indiqué dans l'arrêté préfectoral précité, plusieurs critères peuvent être pris en compte pour déterminer la localisation du siège du syndicat, soit : la pertinence du lieu par rapport au bassin de vie, les équipements de la structure permettant les réunions du Comité Syndical, la facilité pour les habitants souhaitant consulter les affichages légaux. Compte tenu de l'ensemble de ces critères, il propose au Conseil Municipal de retenir l'adresse suivante comme siège du syndicat : **177 rue de la Guesse, 34160 CASTRIES.**

- **La dénomination** :

Afin de faciliter les aspects administratifs de l'ensemble des compétences il propose au Conseil Municipal de maintenir la dénomination SIVOM BERANGE CADOULE et SALAISON.

- **La durée du nouvel établissement** :

Il propose au Conseil Municipal que la durée du futur syndicat soit illimitée, comme initialement prévu dans les statuts des deux syndicats appelés à fusionner.

- **Le nombre de délégués représentant chaque commune au sein du futur comité syndical** :

Il propose au Conseil Municipal d'adopter la représentation suivante : deux délégués titulaires et un délégué suppléant par Commune et ce quel que soit le nombre de compétences transférées par les communes au futur syndicat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de se prononcer favorablement sur les propositions émises ci-dessus et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

03 – AFFAIRES GENERALES - Convention entre la Commune de Clapiers et la Croix Rouge Française relative aux actions de soutien aux populations sinistrées

Monsieur DUTAU, conseiller municipal délégué rappelle au Conseil Municipal que la Croix Rouge Française, association reconnue d'utilité publique, a pour vocation de participer à tous les efforts de protection, de prévention et d'actions sanitaires et sociales.

Par arrêté ministériel du 26 novembre 2014, un agrément national de sécurité civile a été délivré à cette association lui permettant ainsi de participer aux missions suivantes :

- Opérations de secours,
- Mission de soutien aux populations sinistrées,
- Encadrement des bénévoles dans le cadre des opérations de soutien aux populations,
- Dispositifs prévisionnels de secours

Il rappelle par ailleurs au Conseil Municipal que la commune est dotée d'un Plan Communal de Sauvegarde susceptible d'être mis en œuvre en cas de risque majeur intervenant sur son territoire répertoriant les actions à mener et les interventions des différents acteurs.

Afin de compléter et d'assister la commune dans son action de soutien aux populations sinistrées, il propose au Conseil Municipal de conclure une convention, ci-jointe, avec la Croix Rouge Française.

Celle-ci définit les missions que la commune entend confier à cette association en termes de soutien aux populations sinistrées. Elle précise les modalités d'intervention de la Croix Rouge Française sur les plans logistiques et financiers.

Il propose au Conseil Municipal d'approuver cette convention et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à la signer ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité (*Marie-Noëlle SIBIEUDE ne prend pas part au vote*) d'approuver la convention susvisée et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à la signer ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

04 – AMENAGEMENT/URBANISME - Avenant n° 3 à la convention opérationnelle conclue avec l'Etablissement Public Foncier de la Région Languedoc Roussillon pour l'aménagement de la ZAC du Castelet, secteur des Moulières

Monsieur CHRETIEN adjoint délégué à l'urbanisme rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Clapiers a conclu une convention avec l'Etablissement Public Foncier de la Région Languedoc Roussillon en date du 26 février 2010 portant sur la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la création de la Zone d'Aménagement Concertée Le Castelet, située sur le secteur des Moulières.

Cette convention d'une durée de 6 ans a fait l'objet d'un premier avenant, en date du 31 août 2012 dont l'objet était le suivant : engagement de la Commune relatif à la réalisation d'un minimum de 25 % de logements locatifs sociaux, précision de la durée de la convention en donnant la possibilité de la prolonger par voie d'avenant en cas de procédure contentieuse retardant la maîtrise foncière, modification de la durée maximum précisée à l'article 4 « Engagements de la Commune de Clapiers » qui passe de 2 à 3 ans.

Cette convention arrivait donc à échéance le 26 février 2016.

Or, faute d'accord amiable avec le propriétaire du site, une déclaration d'utilité publique (DUP) « travaux » valant cessibilité a été lancée sur le secteur début 2014. Un arrêté de DUP valant cessibilité des terrains a été prononcé le 15 décembre 2014. Une ordonnance d'expropriation a été prise le 16 février 2015 transférant la propriété des biens à l'EPF.

Toutefois, un recours à l'encontre de la DUP a été déposé par les propriétaires fonciers et une fixation judiciaire du prix demandée par ces derniers. Aussi afin de mener jusqu'à leurs termes à la fois les recours administratif et judiciaire, il a été décidé par un deuxième avenant, conclu le 16 décembre 2015, de prolonger la durée de la convention de 2 ans et par conséquent de porter la durée totale de 6 à 8 ans.

A ce jour, la fixation judiciaire du prix a été sollicitée auprès du juge de l'expropriation et l'ordonnance devrait intervenir courant du mois d'août.

Toutefois antérieurement à cette date, l'aboutissement d'un accord amiable n'est pas exclu.

Afin de provisionner une enveloppe financière permettant de couvrir le prix d'acquisition résultant de l'accord amiable qui serait conclu entre les parties, ou à défaut du jugement à venir, il propose d'augmenter l'engagement financier et de le porter de 1 450 000 000 € à 3 700 000 000 € environ et de conclure un avenant n° 3 à la convention, précitée en modifiant les termes du 5ème paragraphe de l'article 3.

Il propose donc au Conseil Municipal de donner son accord sur la conclusion de cet avenant et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à le signer ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité absolue (23 voix pour, 1 voix contre, 4 abstentions) d'approuver l'avenant n° 3 à la convention conclue par la Commune avec l'Etablissement Public Foncier de la région Languedoc-Roussillon, et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à le signer ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

05 – AMENAGEMENT/URBANISME - Traité d'adhésion entre la Commune et les expropriés – DUP réalisation d'aménagements hydrauliques

Monsieur CHRETIEN adjoint délégué à l'urbanisme rappelle au Conseil Municipal que Monsieur le Préfet a déclaré d'utilité publique la réalisation du projet d'aménagements hydrauliques du ruisseau des Canaux et de ses affluents sur la Commune de Clapiers par arrêtés n° 2006-01-2643 du 9 novembre 2006, et n° 2011-1-722 du 31 mars 2011.

Par ordonnance n° 14/00289 du 22 décembre 2014 rendue par le juge des expropriations du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, la parcelle cadastrée n° 50, section CC, Lieu -dit Les Moulières d'une superficie de 1 ha 14a 01ca a été expropriée au profit de la Commune de Clapiers aux fins de réalisation d'un bassin de rétention.

Au cours de l'instance en fixation des indemnités de dépossession, les parties sont parvenues à un accord amiable sur la fixation des indemnités concernant la parcelle et le traité d'adhésion, ci-joint est le reflet de cet accord.

Ainsi, la présente adhésion à expropriation a lieu moyennant une indemnité de 101 328 80 € (arrondi à la somme de 101 329 00 €) se décomposant en une indemnité principale d'un montant de 91 208 00 € et d'une indemnité de emploi d'un montant de 10 120 80 € (arrondi à la somme de 10 121 00 €), conformément à l'avis, ci-joint, rendu par France Domaine le 30 juin 2016.

Il propose au Conseil Municipal de se prononcer sur cette acquisition et de donner tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à l'un de ses adjoints aux fins de signer ledit traité et y apporter les dernières modifications éventuellement nécessaires, sans pour autant que ces modifications puissent remettre en cause les droits et obligations de la commune tels qu'ils figurent dans ledit projet, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de se prononcer sur cette acquisition et de donner tout pouvoir à monsieur le maire ou à l'un de ses adjoints aux fins de signer ledit traité et y apporter les dernières modifications éventuellement nécessaires, sans pour autant que ces modifications puissent remettre en cause les droits et obligations de la commune tels qu'ils figurent dans ledit projet, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

06 – AMENAGEMENT/URBANISME - Modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur CHRETIEN adjoint délégué à l'urbanisme indique au Conseil Municipal que par arrêté n°2016-56 en date du 13 janvier 2016, monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la première modification simplifiée du PLU de la commune de CLAPIERS afin de répondre aux objectifs suivants :

- Mettre en compatibilité le PLU avec le nouveau plan de composition de la ZAC « Le Castelet »,
- Créer un secteur UD 3 indicé et une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) qui sera une interface entre la ZAC du Castelet et le secteur du Château,
- Permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet intitulé « Le Soleil des Garrigues »,
- Apporter des adaptations mineures au règlement du PLU.

Il rappelle au Conseil Municipal que depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, compétence qu'elle exerce en collaboration avec les communes selon les modalités définies par la charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme.

Les communes sont associées aux modifications des PLU communaux initiées par la Métropole dans l'attente de l'approbation du PLUi et aux modifications des PLU communaux initiées par les communes avant le 1er janvier 2015 et dont la compétence a été transférée à la Métropole en cours de procédure. Les modalités d'association des communes prévoient notamment qu'elles émettent avis sur le projet de modification avant sa notification aux personnes publiques associées.

Dans ce cadre, conformément à la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, la Commune de Clapiers doit donc donner son avis sur le dossier de modification simplifiée avant son envoi aux personnes publiques associées.

La modification simplifiée n°1 proposée a pour objet :

1. De mettre le PLU en compatibilité avec le nouveau plan de composition de la Zone d'Aménagement Concerté du Castelet, tant au niveau du règlement que de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Cette adaptation n'a pas pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant de l'application en zone II AU3 du PLU approuvé, ni de diminuer ces possibilités de construire ni encore de réduire la surface de la zone II AU3 correspondante.

En effet, même si la modification simplifiée du PLU assouplit les règles d'implantation des constructions et supprime la spécificité préexistante de hauteurs maximales par sous-secteurs (IIAU3a à 14,00 m de hauteur maximum et II AU3b à 7,00 m de hauteur maximum), la surface de plancher maximale autorisée sur la zone II AU3 reste plafonnée à 47 000 m² comme au PLU approuvé (article 2 du règlement de la zone II AU3, ce plafond étant en outre désormais rappelé à l'article 14).

2. De créer un secteur spécifique UD3a doté d'une orientation d'aménagement et de programmation, sur le secteur situé à l'interface de la ZAC du Castelet et du secteur du Château, là encore sans avoir pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant de l'application du PLU en zone UD3, ni de diminuer ces possibilités de construire, ni de réduire la superficie de la zone UD3. Les évolutions apportées au règlement applicable au secteur UD3a créé concernent essentiellement la règle d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques (recul de 5,00 m et suppression de la condition H/2) et l'aspect extérieur des constructions ; ni l'emprise au sol maximale des constructions (40% de l'unité foncière), ni la hauteur maximale des constructions (8,50 m et au plus 2 niveaux) ne sont modifiées, n'autorisant donc pas de majoration des possibilités de construction.
3. De modifier le pourcentage de logements locatifs sociaux imposé par l'emplacement réservé A délimité sur la partie Ouest du secteur II AU1 du Soleil des Garrigues et y prescrire la possibilité de réalisation de logements en accession abordable. Les autres dispositions opposables à ce secteur relevant du règlement de la zone II AU1 du PLU ne sont pas modifiées ; les possibilités de constructions résultant du PLU approuvé restent donc inchangées.

Ces évolutions engendrées par la présente modification du PLU rentrent donc dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée.

Le dossier de modification simplifiée comporte :

- Un rapport de présentation
- le zonage avant et après modification
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation
- Le Règlement avant et après modification

Joint à la présente.

La modification simplifiée projetée n'a pas pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire ou encore de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Ainsi, il propose au Conseil Municipal de donner un avis favorable sur le dossier de modification simplifiée n° 1 du P.L.U. de la Commune, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité absolue (23 voix pour, 5 voix contre) de donner un avis favorable sur le dossier de modification simplifiée n° 1 du P.L.U. de la Commune, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

07 – AMENAGEMENT/URBANISME - Modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur CHRETIEN adjoint délégué à l'urbanisme indique au Conseil Municipal que par arrêté n°A2016-262 en date du 16 juin 2016, monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 2ème modification simplifiée du PLU de la commune de CLAPIERS afin de réduire de l'emplacement réservé n° 14 institué au bénéfice de la Métropole pour la réalisation du projet de la ligne 5 du tramway.

Il s'avère en effet qu'une partie de l'emplacement réservé n° 13 à rebaptiser n°14 avait vocation à accueillir un parking et que la Commune souhaite à présent implanter dans cet espace les ateliers municipaux.

Il précise que la réduction de cet emplacement réservé ne remet absolument pas en cause les autres emprises nécessaires à la réalisation de la ligne 5 du tramway.

Par ailleurs, il rappelle que depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, compétence qu'elle exerce en collaboration avec les communes selon les modalités définies par la charte de gouvernance du Plan local d'Urbanisme.

Les communes sont associées aux modifications des PLU communaux initiées par la Métropole dans l'attente de l'approbation du PLUi et aux modifications des PLU communaux initiées par les communes avant le 1er janvier 2015 et dont la compétence a été transférée à la Métropole en cours de procédure. Les modalités d'association des communes prévoient notamment qu'elles émettent avis sur le projet de modification avant sa notification aux personnes publiques associées.

Dans ce cadre, conformément à la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, la Commune de Clapiers doit donc donner son avis sur le dossier de modification simplifiée avant son envoi aux personnes publiques associées.

La modification simplifiée n°2 proposée porte donc sur la réduction d'une partie de l'emplacement réservé n° 14.

Le dossier de modification simplifiée comporte :

- Une note de présentation
- le zonage modifié

Joint à la présente

La modification simplifiée projetée n'a pas pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire ou encore de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Ainsi, il propose au Conseil Municipal de donner un avis favorable sur le dossier de modification simplifiée n°2 du P.L.U. de la Commune, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité absolue (23 voix pour, 5 voix contre) de donner un avis favorable sur le dossier de modification simplifiée n° 2 du P.L.U. de la Commune, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

08 – PERSONNEL - Modification du tableau des effectifs

Monsieur Thierry NOËL, adjoint au personnel, indique au Conseil Municipal que pour des motifs de bonne gestion des services, et suite à l'avis favorable du comité technique, il conviendrait au 1er septembre 2016 :

- De supprimer 1 poste d'adjoint d'animation de 1ère classe à temps complet
- De supprimer 1 poste d'adjoint d'animation de 2ème classe à temps complet
- De supprimer un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps non complet (29h)
- De créer deux postes d'animateur à temps complet
- De créer un poste d'agent de maîtrise à temps non complet (29h).

Et de modifier en conséquence le tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de modifier ainsi qu'il suit le tableau des effectifs au 1er septembre 2016 :

Service Administratif :

Directeur Général des Services	temps complet	1
Attaché Principal	temps complet	1
Attaché	temps complet	1
Rédacteur Principal de 2ème classe	temps complet	1
Rédacteur	temps complet	2
Adjoint Administratif Principal 2ème classe	temps complet	2
Adjoint Administratif 1ère classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 2ème classe	temps complet	4
Contractuel Collaborateur de Cabinet	temps complet	1

Service Communication :

Adjoint Administratif principal de 2ème classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 1ère classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 2ème classe	temps incomplet (25h)	1

Police Municipale :

Chef de Service de police municipale	temps complet	2
Brigadier Chef Principal	temps complet	2
Gardien de Police	temps complet	1
Adjoint Administratif Principal 2ème classe	temps complet	1

Service Technique :

Technicien principal de 1ère classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 1ère classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 2ème classe	temps incomplet (31h)	1
Adjoint Technique 1ère classe	temps complet	2
Adjoint Technique 2ème classe	temps complet	4

Service des Écoles et Restaurants Scolaires :

ATSEM Principal de 1ère classe	temps complet	2
ATSEM 1ère classe	temps complet	2
Agent de maîtrise	temps incomplet (29h)	1
Adjoint Technique Principal de 2ème classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal de 2ème classe	temps incomplet (29h)	1
Adjoint Technique 1ère classe	temps complet	1
Adjoint Technique 2ème classe	temps complet	5
Adjoint Technique 2ème classe	temps incomplet (33 h)	1
Adjoint Technique 2ème classe	temps incomplet (29 h)	1
Adjoint Technique 2ème classe	temps incomplet (25 h)	1
Adjoint Technique 2ème classe	temps incomplet (23 h)	2
Adjoint Technique 2ème classe	temps incomplet (20 h)	1
Adjoint Technique 2ème classe	temps incomplet (18 h)	1

Services Enfance jeunesse – Culture – Sport – Convivialité – Protocole – Aînés actifs

Attaché Territorial	temps complet	1
Animateur principal 2ème classe	temps complet	1
Animateur	temps complet	3
Adjoint Administratif 2ème classe	temps complet	2
Adjoint d'animation 1ère classe	temps complet	3
Adjoint d'Animation 2ème classe	temps incomplet (33h)	1
Adjoint d'Animation 2ème classe	temps incomplet (31h)	1
Adjoint d'Animation 2ème classe	temps incomplet (25h)	2
Adjoint d'Animation 2ème classe	temps incomplet (24h)	1
Adjoint d'Animation 2ème classe	temps incomplet (22h)	1

09 – PERSONNEL - Convention Cadre CNFPT

Monsieur Thierry NOËL, adjoint délégué au personnel, rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Clapiers a conclu une convention cadre de formation avec le CNFPT qui arrivera à échéance le 31 décembre 2016.

Cette convention a pour objet de régir les actions suivantes :

- Actions collectives organisées à la demande d'une collectivité et au profit de ses agents dite « actions intra »
- Actions collectives organisées à la demande conjointe de plusieurs collectivités au profit de leurs agents réunis à cette occasion, dites « actions union de collectivités »
- Actions proposées dans l'offre de formation du CNFPT et faisant l'objet d'une tarification à l'unité.

Compte tenu que le CNFPT est un partenaire essentiel dans la formation des agents des collectivités locales, il convient de renouveler ce partenariat pour une durée de 3 ans.

Il propose au Conseil Municipal d'adopter la convention cadre ci-jointe et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à la signer, ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, adopte la convention cadre CNFPT et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à la signer, ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

10 – PERSONNEL - Recours aux collaborateurs occasionnels, bénévoles

Monsieur Thierry NOËL, adjoint délégué au personnel, explique qu'il apparaît que dans le cadre de différentes manifestations municipales ou de propositions de contribution au service public, l'accueil du collaborateur bénévole en sa qualité de particulier, s'inscrit totalement dans une démarche de participation effective et justifiée au service public.

Le collaborateur bénévole est la personne qui apporte son concours à une collectivité publique à l'occasion d'activités très diverses mais également dans des situations d'urgence.

A l'occasion de ces collaborations occasionnelles, les bénévoles peuvent subir des dommages. Ils bénéficient alors du régime très protecteur de la responsabilité sans faute de la commune.

Pour ces personnes, l'assurance responsabilité civile – garanties multirisques couvre les dommages que cette personne peut causer à un tiers mais aussi les dommages que ce collaborateur peut lui-même subir du fait de l'activité.

Le collaborateur bénévole est celui qui, en sa seule qualité de particulier, apporte une contribution effective à un service public dans un but d'intérêt général soit concurremment avec des agents publics, soit sous leur direction, soit spontanément.

Selon le Conseil d'État, « dès lors qu'une personne privée accomplit une mission qui normalement incombe à la personne publique, elle collabore au fonctionnement du service public et a donc la qualité de collaborateur occasionnel ou bénévole ».

Le bénévole doit donc être intervenu de manière effective, justifiée et en sa qualité de particulier.

La Commune de Clapiers peut être amenée à bénéficier de ce type d'intervention ponctuellement (urgence), ou dans un cadre établi et organisé (action sociale, animation, culture, sports, jeunesse, affaires scolaires, etc.).

Ainsi, il paraît opportun de permettre à la Collectivité de pouvoir faire appel à des bénévoles, et afin de sécuriser cette intervention et de tenir compte des contraintes du service pour le collaborateur, de proposer une convention type (jointe à la présente) prévoyant les modalités de son intervention.

Il propose au Conseil Municipal :

- De permettre à la collectivité de faire appel à du personnel bénévole
- D'approuver le projet de convention type
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les conventions.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité décide :

- De permettre à la collectivité de faire appel à du personnel bénévole
- D'approuver le projet de convention type
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les conventions.

11 – FINANCES - Participation au Fonds de Solidarité Logement (FSL)

Madame France Gaborit, Adjointe aux Finances indique au Conseil Municipal que le FSL est accordé sous forme de prêt et subvention, en fonction des ressources et du règlement intérieur départemental. Le versement des aides est assuré par le gestionnaire financier et comptable du Fonds : la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault.

Le FSL peut apporter des aides financières pour :

- Le dépôt de garantie (caution) ;
- Les frais d'agence ;
- Le premier loyer ;
- L'assurance habitation (forfait).

La Commune de Clapiers y contribue depuis de nombreuses années.

Elle propose au Conseil Municipal de délibérer afin d'autoriser cette dépense d'un montant de 560 € pour 2016.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver cette affaire et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.